



PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/NP

**Arrêté préfectoral imposant à LA SOCIETE THEOLAU
PEINTURES des prescriptions complémentaires
concernant les mesures de surveillance des eaux
souterraines suite à la cessation d'activité de son
établissement situé à LILLE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment l'Article R 512-39-3-II ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 1989 complété, autorisant la S.A. Théodore LEFEBBVRE et cie, dénommée actuellement SOCIETE THEOLAU PEINTURES – siège social : 5 rue René Cauche – 59139 NOYELLES LES SECLIN, à poursuivre l'exploitation de fabrication de peintures, produits de traitement du bois, décapants, antirouilles et produit assimilés au 6 rue Alain de Lille à LILLE (59000) ;

Vu la lettre du 19 mai 2008, par laquelle la SOCIETE THEOLAU PEINTURES déclare la cessation d'activité de son installation située au 6 Rue Alain de Lille, BP 539, 59022 LILLE à compter du 30 mars 2008 ;

Vu le mémoire de cessation d'activité PREVENTEC ENVIRONNEMENT référencé E06/09/002-ENV du 19 mai 2008 complété par les études suivantes : rapport ANTEA n°52637/A de décembre 2008 (Interprétation de l'Etat des Milieux), le rapport ANTEA A53340/A de février 2009 (modélisation de la nappe de la craie et proposition de mesures de gestion), rapport ANTEA A59780/A d'octobre 2010 (mise à jour des données relatives à la nappe de la craie et actualisation des mesures de gestion) et le rapport ANTEA du 7 décembre 2010 (rapport de fin de travaux suite à la dépollution et au suivi de la qualité de la nappe de la Craie au droit du site) ;

Considérant que les mesures de surveillance reprises sont celles proposées par l'exploitant dans les rapports ANTEA A59780/A d'octobre 2010 (Mise à jour des données relatives à la nappe de la craie et actualisation des mesures de gestion) ;

.../...

Vu le rapport du 10 juin 2011 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 19 juillet 2011 ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La Société THEOLAU PEINTURES, dont le siège social est situé 5 Rue René Cauche - 59139 NOYELLES LES SECLIN, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site situé à 6, rue Alain de Lille à LILLE ;

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site de LILLE rappelé ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

Article 2 – Réseau de surveillance des eaux souterraines

2.1 Constitution du réseau

L'Exploitant s'assure l'accès du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué des piézomètres suivants :

- pz 1 (en amont) ;
- pz 6 et pz 7 (en aval).

Ces piézomètres sont implantés tel que décrit dans le plan annexé aux Restrictions d'usage entre parties signées le 17 février 2011.

Ces ouvrages de surveillance seront signalés efficacement et maintenus en bon état.

Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées.

Toute disposition utile sera prise pour éviter toute infiltration d'eau stagnante ou de suintement.

2.2 Analyse des eaux de la nappe

Des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements seront réalisés dans les piézomètres, selon les conditions, les paramètres et la périodicité fixés dans le tableau suivant :

Piézomètres concernés	Paramètres analysés	Périodicité de la surveillance
PZ1, PZ6, PZ7	<ul style="list-style-type: none">• Relevé du niveau de la nappe• Plomb• indices hydrocarbures totaux C6-C10 et C10-C40• BTEX• COHV• Alkylbenzènes	Semestrielle. La surveillance semestrielle de ce piézomètre aura une durée minimale de 4 ans.

.../...

La période de 4 ans prend en compte une surveillance continue de 4 ans selon la périodicité prévue au tableau précédant à compter de la notification du présent arrêté.

2.3 Transmission des résultats

L'exploitant définit lors de la première mesure des valeurs repères de référence, pour chaque paramètre qui lui permette ensuite d'analyser les résultats obtenus.

Les résultats d'analyse doivent être présentés sous une forme exploitable (graphiques par exemple), rappelant pour chaque paramètre les résultats des analyses précédentes.

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard un mois après leur réalisation. Les résultats doivent être commentés.

La fréquence et la nature des prélèvements et analyses pourront être modifiées ultérieurement par Arrêté Complémentaire en fonction des résultats obtenus et de leur évolution.

Le premier rapport d'analyse sera transmis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai d'un mois.

2.4 Dispositions spéciales

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe le Préfet et l'Inspection des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

2.5 Rapport à l'issue de la période des 4 ans

A l'issue de la période de 4 ans de surveillance continue, un rapport de synthèse de la surveillance réalisée est envoyée à l'inspection des installations classées et propose les évolutions nécessaires des conditions de la surveillance.

Article 3 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

.../...

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 5 – Décision et notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de LILLE,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Madame et Messieurs les chefs des services concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LILLE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,

Fait à Lille, le 18 AOÛT 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de DOUAI


Hervé MALHERBE

